

# Rwanda: la France a fait «un grand pas, nous devons l'accepter» affirme Paul Kagame

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 29/05/2021 à 08:53,

Mis à jour le 29/05/2021 à 11:36



Emmanuel Macron s'est rendu au Rwanda les 27 et 28 mai, nouvelle étape dans la normalisation des relations après des décennies de relations empoisonnées après le génocide de 1994. *POOL / REUTERS*

**Les déclarations d'Emmanuel Macron au cours de sa visite, aussi imparfaites soient-elles, pose les fondations d'une «*relation meilleure et plus profonde entre le Rwanda et la France*» selon le président rwandais.**

«*C'est un grand pas, nous devons l'accepter*». Dans un entretien à l'AFP et France Inter, le chef d'Etat Paul Kagame a réagi à la visite d'Emmanuel Macron dans son pays les 27 et 28 mai, où les déclarations du président français étaient très attendues concernant la responsabilité de la France dans le génocide de 1994. En visite dans la capitale Kigali, le président français avait réaffirmé que la France avait eu des «*responsabilités*», mais n'a «*pas été complice*» dans la tragédie qui a fait au moins 800.000 morts, essentiellement dans la minorité tutsi.

Même s'il n'a pas abouti à des excuses, Paul Kagame a expliqué avoir choisi de reconnaître le travail de la France. *«Est-ce que ça répond à toutes les questions que les gens se posent ? Je ne pense pas. Est-ce que les survivants ont le droit de contester ? Ils ont le droit»*, a estimé le chef d'Etat, affirmant toutefois qu'il n'y a pas, selon lui, de *«solution miracle, quelque chose qui viendra tout régler»*.

**À voir aussi** - Rwanda: le discours de Macron a «plus de valeur que des excuses», selon le président rwandais

## **«Faits établis»**

Au-delà de la visite et des mots du discours d'Emmanuel Macron, le dirigeant rwandais dit reconnaître la démarche qu'il a menée ces dernières années, avec notamment l'instauration d'une commission d'historiens, dirigée par Vincent Duclert. Dans un rapport remis fin mars, celle-ci a conclu aux *«responsabilités lourdes et accablantes»* de la France et à l'*«aveuglement»* du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de son entourage face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris. Un rapport rwandais publié quelques semaines plus tard affirme que *«l'Etat français porte une lourde responsabilité pour avoir rendu possible un génocide prévisible»*. Ces deux commissions ont *«établi des faits»* et *«disent quasiment la même chose mais de manière différente»*, estime M. Kagame.

Par ailleurs, s'il ne demande pas d'extradition, le président rwandais place Emmanuel Macron devant son engagement, pris jeudi, à ce *«qu'aucune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper au travail des juges»*. *«Si la justice est rendue en France contre ces gens, j'en serai heureux»*, a-t-il simplement estimé. Il se refuse toutefois à commenter la demande de non-lieu du parquet de Paris sur le massacre de Bisesero, où des associations accusent l'armée française de *«complicité de génocide»*. *«Ce n'est pas à moi de décider»*, déclare-t-il.

## **«Mensonges par centaines»**

Certains détracteurs du régime estiment cependant que cette réconciliation se fait aux dépens des droits de l'homme, accusant la France de rester silencieuse sur les atteintes dénoncées par des activistes et des ONG de la part du régime rwandais. Des accusations que le chef d'Etat rwandais qualifie de *«mensonges par centaines»*.

*«Quand ça se passe chez les autres, personne ne s'en mêle. Quand c'est ici, nos problèmes doivent être traités par l'extérieur, ou ils sont créés par l'extérieur», a-t-il critiqué.*